Retour sur l'État de Ségou à partir de la périphérie : le « pouvoir fort » dans tous ses états

Moussa Sow, sociolinguiste
(ISH, Mali)

Introduction

On décrit dans les pages qui suivent certains mécanismes du fonctionnement du pouvoir des « faamaw », rois de Ségou, en particulier lorsque celui-ci s'exerce sur des périphéries de la rive gauche, à la hauteur de la moyenne vallée du Niger. On se propose ainsi de contribuer à la réflexion continue et nécessaire sur la nature et le fonctionnement du pouvoir d'État de ce royaume progressivement dilaté en Empire. La nature de l'impérium qu'il a exercé sur des populations les plus diverses est de fait une réalité complexe qui ne saurait d'ailleurs se résorber dans la notion de *fanga*, soit un « pouvoir fort et dictatorial », comme le montreront les lignes qui suivent.

L'hypothèse est que la périphérie est un bon révélateur de ce que le centre pourrait cacher. C'est tout un autre visage qui se profile en même temps qu'une autre connaissance lorsqu'on cherche à comprendre les logiques politiques et administratives de l'État à partir de ses conquêtes territoriales éloignées. C'est là probablement où le *fanga* se déploie dans toute sa vérité, à travers des visages plus clairement assumés.

Nous avons en effet hérité d'une connaissance qui reste fragmentaire, en certaines de ses poches, sur Ségou, et probablement sur d'autres États : c'est le centre qui a dicté sa loi, ici comme ailleurs : si les nombreux récitatifs des « gens de la parole » sur la matière historique traditionnelle ont été

popularisés sous une forme épique remarquable et attrayante, il faut bien admettre qu'ils ont été fabriqués et diffusés à partir du centre. Par conséquent, on a certes une image forte et cohérente sur un destin politique et sa glorification mémorielle mais on ignore des pans entiers de l'histoire de Ségou. En d'autres termes, les contenus performatifs des mises en scène de Ségou sur lui-même nous sont parvenus, mais nous ignorons tout de ce que ses nombreux antagonistes des provinces satellisées ont transmis sur leur expérience, pourtant incandescente et riche, de son pouvoir.

Le propos qui suit, comme d'autres travaux de la même veine, résulte d'une longue recherche sur le terrain qui visait le comblement, au moins partiel, de cette lacune. Les diverses campagnes de recherche ont été menées dans le cadre du programme pluriannuel de l'Institut des Sciences Humaines, avec en particulier l'appui d'une équipe¹ et si je le signe seul c'est qu'il rend compte de mes analyses personnelles sur une problématique élaborée et des matériaux rassemblés sous ma conduite exclusive.

On doit préciser d'emblée qu'on ne sacrifiera pas au jeu des définitions : si l'on a été un moment tenté par un parcours de reconnaissance sémantique sur la notion de *fanga* pour en extraire la quintessence transhistorique, on a très vite perçu les écueils qui se profilaient pour ce faire. Donnons un exemple pour expliquer. Une historienne malienne ayant consacré des travaux d'une importance reconnue à Ségou, notamment en matière de chronologie, définit en ces termes le *fanga* : « Mais le type de pouvoir qui marqua l'inconscient collectif des Maliens dans leur grande majorité, au point de bousculer les autres, est le *fanga*. Le *fanga* est un système de gouvernement qui prit forme au xvii^e siècle avec l'émergence de royaumes guerriers et esclavagistes, dont le plus célèbre était celui des Bamanan (ou Bambara) de Ségou. Après une longue période d'instabilité où la transmission du pouvoir

1. L'équipe stabilisée comprenait : Facoh Diarra, chargé de recherche, qui a rédigé une thèse sur le Bèlédougou à partir en particulier des données collectées dans le cadre de ce programme. Il a également publié des versions romancées respectivement sur Ndotan Tiéblen (La colère du prince) et sur Ngolo Diarra (Ngolo) aux Éditions Cauris ; Seydou Koné, conservateur au Musée National et Ibrahima Hassane Haïdara, chauffeur. Je suis redevable à Seydou Koné de la passation devant les assemblées des notables de la plupart de mes guides d'entretiens ainsi que les traductions à chaud des enregistrements de ces séances. Dr Famory Sissoko, archéologue, Amadou Tamba Doumbia, technicien de recherche et Hassimi Bengaly, technicien des arts et de la culture, tous trois à présent disparus, ont également participé à certaines étapes de la collecte des données. Je m'incline à nouveau devant leur mémoire.

oscillait entre voie héréditaire et conquête opposant princes rivaux ou chefs guerriers, une dynastie de type lignager se dégagea puis se stabilisa avec les Diarra à partir de la fin du XVIII^e siècle² (Ba-Konaré, 2008, p. 307) ».

Cette définition suggère qu'un parcours terminologique sans sa contextualisation historique présenterait peu d'intérêt, car le *fanga* s'inscrit dans une généalogie de pouvoirs ouest-africains dont les points d'articulation ou les lignes de fracture dans le temps et l'espace restent largement à décrire.

Le mot-clef de cet exposé sera donc la notion de chefferie dépendante du *fanga*. À partir du destin de ce type de formation politique se profilera inévitablement le visage tutélaire de Ségou à travers l'évocation des guerres d'État contre des cités fortifiées comme Dionkoloni, Samanyana, Biribala, Minyan ou contre des héros adversaires comme Siraba Traoré, Matèfli Kouloubali, Bassi Diakité, Tiéblen Traoré, Dioura Mari Konaré et autres hommes de guerre qui commandaient aux compagnies militaires de ce type de cités.

On s'est inspiré de la notion de champ politique telle que définie par Jean Bazin. Dans « Genèse de l'État et formation d'un champ politique : le royaume de Ségou », article paru en 1988 dans la Revue française de Science politique, Bazin écrit ceci : « Je ferai donc l'hypothèse... qu'un État est toujours un champ politique de fait, quoique pas nécessairement de droit. L'existence historique d'un État, si despotique soit-il, n'est jamais purement réductible au fonctionnement de ses appareils de gestion et de répression. Si "sacrés" que soient ses détenteurs, le pouvoir n'est pas tombé du ciel tout armé sur une "société civile" innocente : c'est un enjeu commun dans un espace d'affrontement où des adversaires sont aussi des partenaires ; non seulement ils s'en disputent le contrôle, mais ils se disputent sur sa définition. Il suffit que, selon le modèle minimal proposé par Machiavel, coexistent en un même champ clos le désir qu'ont les uns d'opprimer et celui qu'ont les autres de ne pas être opprimés pour que s'anime l'interminable débat sur le meilleur gouvernement (1988 : 711) ».

Bazin suggère donc que chaque État est aussi un champ politique spécifique dès lors que ses acteurs se résolvent à défendre diversement mais solidairement leurs intérêts sur un espace géographique délimité. On peut

2. Adame Ba Konaré (dir.), *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, La Découverte, 2008.

en déduire que cet État comporte des caractéristiques propres qu'il conviendrait de saisir de manière inlassable.

En outre, le même auteur a beaucoup contribué à la définition des contours du champ politique ségovien, à travers ses analyses sur ce qui fait de Ségou un État : comment on passe des aventures d'une bande armée à la mise en place de propriétés politiques, administratives et militaires qui instituent l'État, comment s'y manifestent les principes d'isonomie, de liberté politique, quel rôle jouent les « rois-femmes », le tribut, les Tondions, etc.

On peut dire que ses recherches ont jeté les bases d'une approche de l'économie politique de Ségou tandis que celles d'autres anthropologues ont explicité les logiques économiques, politiques et sociales fondamentales propres au Yatenga ou au Guyaman...

Il y a donc un cadre théorique de référence pour Ségou. Sur cette base, on a souhaité faire un retour qu'on pourrait qualifier d'émique à la suite d'Olivier de Sardan, sur un périmètre territorial élargi, afin de mieux animer les schémas théoriques de base, leur donner des assises villageoises plus larges pour mieux les nuancer. On a fait remonter, après les avoir rigoureusement documentées, des informations peu connues parce que généralement euphémisées ou tues, pour contribuer à une connaissance encore plus pointue des relations entre le *todaa*³, le cœur de l'État, et les institutions périphériques qui avaient partie liée avec l'État. En d'autres termes, on a tenté de contrebalancer le « tour épique » par lequel se glorifie le centre par l'information fruste et plus brute des profondeurs des provinces ségoviennes, devenues pour l'occasion des témoins à charge, et parfois à décharge. Même si l'on a bien conscience qu'il n'induit pas toujours une montée en généralité de la connaissance, le retour au plus près, lorsqu'il s'agit de transmission orale, améliore la documentation disponible sur une question ethnographique ou historique déterminée, ce qui en soi fait progresser la recherche.

Visiter et revisiter les champs politiques anciens au moment où les chantiers de la Décentralisation sont devenus les laboratoires privilégiés du politique n'est pas s'emmurer dans le passé mais bien interroger au présent et prospecter l'avenir en élargissant plus décisivement la perspective. Documenter toujours et encore et au plus près la matière de Ségou demeure une nécessité dès lors que les chaînes de transmission sont toujours actives lorsqu'elles portent sur l'histoire du peuplement, les héros locaux, les guerres

3. *Todaa* : « marmite de bouillie de mil », symbole du cœur de l'État de Ségou.

d'État, la formation de provinces comme le Méguétan, le Fadougou, le Denguè ou celle de nombreux autres pouvoirs locaux de telle ou telle autre portion territoriale du Bèlèdougou... Documenter donc au plus près des marges et des marches d'un État ombiliqué, demeure une exigence méthodologique pour mieux penser le présent par un retour méticuleux et plus vigoureux, grâce à des collectes de données auprès de nouveaux informateurs, sur des acquis théoriques tout aussi solides. L'« archéologie historique » chère à Jean Bazin et magistralement illustrée par lui à travers son étude sur les rois-femmes, *masa musow*, de Ségou doit rester une discipline privilégiée dans les recherches contemporaines dès lors que les terrains continuent à la légitimer à travers les surprenantes informations qu'ils sont capables de livrer encore.

La première partie de cet exposé s'interroge sur ce qu'est une chefferie dans le contexte de l'État de Ségou et, particulièrement, ce qu'ont été les nombreuses chefferies périphériques qui ont jalonné l'histoire de cet État. On a pris comme exemple la chefferie de Ndotan, dans le cercle actuel de Kolokani, dans le pays qu'on appelle Bèlèdougou ; c'est au nord de Bamako, à environ cent cinquante kilomètres. On a reconstitué les traits saillants de cette formation politique en analysant un important corpus d'informations recueillies dans les villages ayant été les plus concernés par son histoire. On a utilisé aussi des données de tradition orale proprement dite, c'est-à-dire de très courts récits ou des chansons populaires évoquant certains épisodes de son histoire. Aucun détail des sources écrites, notamment dans les récits des voyageurs européens, n'a été négligé lorsqu'il se rapportait de près ou de loin au sujet.

Avant d'aborder le cas Ndotan qui permettra aussi d'illustrer, indirectement et directement, ce qu'est le *fang* dans sa pratique gouvernante à la base mais aussi dans des conditions où il n'avait de compte à rendre à personne, c'est-à-dire à la cour, à ses dignitaires et aux guerriers tondions, on fera une présentation plus globale des chefferies périphériques de la rive gauche de la moyenne Vallée du Niger, entre Kala et Kaarta et entre Dinandougou et Bakhounou. Ce survol allant du général au particulier s'effectuera à travers une typologie, outil de classement de la réalité controversé mais qui permet d'organiser minimalement des données éparses.

Enfin, les principaux apports théoriques de ce travail seront récapitulés sous la forme d'une conclusion détaillée.

1. Les chefferies de la rive gauche du Niger ou les noyaux territoriaux d'un système sécuritaire en ajustement constant

Par rive gauche (du fleuve Niger), il faut entendre surtout l'espace couvert par la région de Koulikoro actuelle ainsi que des portions des régions de Ségou et de Kayes la jouxtant, comme les cercles de Diéma et Kita.

Sous l'Empire ségovien cet espace était dénommé *cèbolo*, « rive mâle » par opposition au *musobolo*, « rive femelle » ou rive droite. Portion importante de la moyenne Vallée du Niger, cet espace avait vocation à lier (parfois à séparer) Ségou et Kaarta et, plus généralement, Ségou et le Sahel Occidental. Aussi les données de cette esquisse typologique ont-elles été surtout collectées dans la région de Koulikoro, en particulier dans les cercles de Banamba, Kolokani et Nara. Les enquêtes se sont cependant occasionnellement prolongées dans des zones voisines de ces cercles comme le Fouladou-gou, le Kaarta et certains villages des cercles de Ségou et Bla⁴.

Les investigations ont révélé une grande diversité sur fond d'unité des provinces et chefferies périphériques du *Ségou fanga*. C'est l'idée de « chaînes de sociétés » proposée par Jean-Loup Amselle⁵ qui vient à l'esprit lorsqu'on tente d'établir une typologie, même rudimentaire, des institutions politiques de l'État de Ségou en rive gauche.

Cette diversité semble en effet résulter à première vue de facteurs aussi hétérogènes que les superficies et les caractéristiques écologiques des territoires, le nombre des troupes, le degré de proximité avec le *faama* et sa cour,

4. Comme Sagala, Kaban, Pogo, Samafoulala, Marakadougouba, Farako, Bambougou, Mpèba, Koukou, Banankorø, Weta, Ngoyin, Falo, Nyamana...

5. Voir Jean-Loup Amselle et E. M'Bokolo (dir.), *Au cœur de l'ethnie. Tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, rééd. 1999. Jean-Loup Amselle (1990, p. 101-102) se défie des approches typologiques car elles aboutiraient à des « impasses ». La démarche qui les fonde « comporte en effet l'obligation de laisser de côté un certain nombre de sociétés ainsi que la nécessité d'inclure des cas qui font partie du type opposé. » C'est pourquoi il propose de renoncer à penser en termes typologiques ou à classer les systèmes politiques ; il s'agirait, en lieu et place de ces démarches, de faire une anthropologie des pouvoirs fondée sur l'analyse des relations des acteurs au sein d'un système déterminé de pouvoir.

Pour notre part, averti de ces écueils, nous avons ici une ambition théorique modeste : nous procédons à un premier classement des données recueillies sur des formations politiques les plus diverses, étape vers une discussion plus ambitieuse de la catégorie « chefferie ». L'esquisse ici proposée a moins pour but de dresser le tableau des systèmes politiques qu'à repérer les institutions qui contribuaient au fonctionnement du pouvoir de Ségou.

etc. Ainsi il y avait de grandes, moyennes et petites provinces et chefferies, celles proches ou éloignées du centre, celles ayant été proches des Bitonsi ou ayant été promues par les Ngolossi ; celles, petites mais alliées à des unités politiques plus importantes et celles, puissantes mais plutôt isolées...

Mais à y regarder de plus près, il apparaît aussi qu'un nombre plutôt limité de clans ont constamment joué le plus grand rôle dans la constitution et la consolidation de ces chefferies. Des groupes de descendance aux noms d'honneur respectifs Kouloubali, Diarra, Traoré et Konaré et ayant probablement, à des périodes marquantes de leur histoire, plus absorbé que donné d'hommes à d'autres clans ou lignages, ont été en effet les acteurs politiques principaux de l'arène ségovienne sur la rive gauche de la moyenne Vallée du Niger, de la fin de la première moitié du XVIII^e siècle à la pénétration coloniale. Au point qu'aujourd'hui encore leurs descendants constituent la plus grande partie de la population de la région de Koulikoro ainsi qu'une partie significative de celle des cercles de Diéma et de Kita. L'histoire de leurs migrations, fissions et conversions identitaires (dans le cadre des interactions violentes ou pacifiques des uns avec les autres ou avec l'État de Ségou) ainsi que celle de la quasi-extinction suivie parfois de vigoureuses palingénésies de certains de leurs segments, est d'une certaine manière le miroir de nombreux pans de l'histoire du *Ségou fanga*.

Ce disant on ne méconnaît pas pour autant l'apport d'autres groupes de descendance qui leur étaient plus ou moins alliés comme ceux des Mansaren Keyita qui, à partir de la zone de Kita qu'ils dominaient, s'allièrent avec Ségou, sous Biton⁶, puis essaimèrent dans le Bèlèdougou, le Nyamana et le Fadougou ; des Samaké qui, de Ntentou (actuellement dans le cercle de Bougouni, certains débris de l'ancien peuplement se trouvant aussi dans la périphérie de Wéléssébougou)⁷, furent implantés près de Ségou par Biton d'où ils fondèrent la puissante cité de Kaban qui eut un rôle décisif en rive gauche ; des Sissoko, Diarisso, Doukouré, Sacko voire ceux des Wolarbé, Wouwarbé, Dialloubé et Fittobé qui furent leurs alliés ou antagonistes plus ou moins secondaires dans les différentes provinces qu'ils écumèrent.

On ne méconnaît pas non plus la contribution d'autres acteurs économiques (mais aussi occasionnellement guerriers) comme les commerçants et marabouts catégorisés comme maraka ou suraka (maures) ainsi que les

6. Adam Ba Konaré, 1987, p. 60. Voir également *Études maliennes*, numéro spécial 66/2007.

7. Voir plus loin.

éleveurs et chasseurs, maîtres de la brousse. La relative mobilité de leurs groupes d'appartenance n'a pas empêché la constance de leur participation aux aventures des quatre clans principaux.

On n'ignore pas enfin le poids militaire et politique prépondérant de la rive droite en tant que centre du pouvoir abritant les bataillons les plus nombreux et les personnages les plus influents du royaume. Et si cette rive a parfois été qualifiée de femelle dans la tradition orale, en particulier dans les sources du Kala, c'est que, disposant de l'écrasante majorité des forces militaires liées au pouvoir, elle était mieux contrôlée et plus stable que la rive gauche, zone jugée plus aventureuse et plus rebelle, en raison de sa nature de maillon faible.

En outre la rive gauche, parce que territoire de prédation ou lieu refuge dans ses extrémités, a constamment été pourvue en hommes par des vagues de peuplement, violentes ou pacifiques, surgies du sud du Bani ou de Ségou (y compris ses environs immédiats). Elle fut donc consubstantiellement liée à sa rive jumelle droite dont elle prolongea les aventures migratoires ou guerrières jusque dans le *Jiri kunjè*, ou marches sahéliennes, tout en cultivant inlassablement sa propre identité.

L'unité de l'univers social ségovien de la rive gauche résidait également dans la transversalité des éléments de la culture : les provinces et chefferies avaient une culture guerrière et des pratiques sociales similaires, malgré les inévitables variations à échelle locale ou microsociologique. Les représentations et pratiques religieuses présentaient, notamment à travers les sociétés d'initiation, une réelle unité. Le code régissant les relations entre pouvoir central et chefferies variait sur un fond de prescriptions s'appliquant à tous les sujets de l'Empereur : par exemple lundi était jour férié parce que le *faama*, en son palais, buvait de l'hydromel en compagnie de sa cour mais aussi et surtout prenait des décisions majeures en matière militaire. Dans le même temps des prêtres assignés à ce rôle faisaient des offrandes aux célèbres fétiches (*boli*) royaux ; autre exemple : il n'était pas bienséant de vanner la récolte de mil lorsque l'ivraie était poussée par le vent dans la direction de Ségou, résidence du *faama*, etc.

Cette unité qui se profile à l'analyse des matériaux suggère une organisation non seulement plus intelligible mais aussi bien supérieure au chaos décrit par les premiers documents coloniaux relatifs à Ségou, influencés, il est vrai, par la désorganisation des appareils de l'État consécutive à la fois au

déclin de l'Empire sous les derniers Ngolossi et au djihad omarien, dans la seconde moitié du XIX^e siècle⁸.

Les matériaux collectés permettent en effet d'affirmer que l'État central s'était toujours attaché à promouvoir une organisation politico-militaire solide, selon le principe *yiri sinsan, maa sinsan*, qui consistait, selon nos informateurs de Farako, à protéger le siège du pouvoir au moyen de cercles concentriques de sécurité, à l'image de la protection qu'assure la haie de bois au jardin : « car les hommes peuvent, tout comme des treillages de pièces de bois pour un jardin, constituer ensemble une ceinture de protection. » Ainsi tout un maillage de chefferies, avec des fonctions différenciées, allait de la proximité immédiate de la résidence royale aux provinces les plus éloignées, assurant ainsi au pouvoir des ceintures de sécurité démultipliées. Bien entendu, les tactiques attachées à cette stratégie variaient selon les règnes (et les fluctuations dans les priorités au temps des Ngolossi étaient de forte amplitude) mais le maillage sécuritaire instrumentalisant des alliés temporaires dans des territoires déterminés a été constant.

Les chefferies éloignées, tout en faisant barrage à d'éventuels ennemis, comme les Massasi, les Beydanes (et plus tard les troupes de El Hadj Oumar), pouvaient également être utilisées comme des forces de dissuasion vis-à-vis de garnisons plus proches de la cour et de ses intrigues.

La toile d'araignée ainsi inlassablement tissée, avec plus ou moins de succès selon les règnes, a été la pièce maîtresse du dispositif sécuritaire de Ségou...

Aussi n'est-il pas aisé d'identifier tous les types de chefferies et encore moins d'ordonner leur distribution dans le temps et l'espace selon des critères généraux, stables et pertinents.

Ainsi dans la terminologie locale (c'est-à-dire celle des villages de la zone concernée) trois notions permettent de distinguer les unités politiques : *masakèdugu*, *kèlèmasadugu* et *cèfarindugu*.

Kèlèmasadugu désigne un village où habite au moins un chef de guerre, c'est-à-dire un preux si expérimenté dans la conduite d'opérations militaires, dans l'art de la guerre, qu'il peut désormais réunir autour de lui des guerriers (*cèfarin*) issus de plusieurs villages d'une aire géographique déterminée et diriger des batailles. Véritable seigneur de la guerre, il ne combat

8. Par exemple les récits d'Eugène Mage (édit. 1968 et 1988).

plus lui-même mais élabore stratégies et tactiques en amont et pendant les batailles à partir du quartier général, *kèlédaga*. Là, en amont des guerres, il se concerta avec d'autres *kèlèmasa* ou *cèfarin* voisins tandis que, pendant les mêlées guerrières, il surveilla, en qualité d'unique général, les péripéties militaires. Comme chef de guerre, le *kèlèmasa* vaut aussi et surtout par sa capacité à incarner la dimension magique attachée à son statut et à influencer ainsi par son charisme (*baraka*) propre le sort des armes. La présence d'un tel personnage au sein d'un village trahit le passé guerrier de celui-ci (comme partie prenante aux guerres d'État ou locales) en même temps qu'il lui confère une aura locale, facteur bien souvent de sa montée en puissance.

Cèfarindugu est le village où résident plusieurs guerriers professionnels qui ralliaient le théâtre des opérations locales ou d'État lors des levées de ban.

Par extension *kèlèmasadugu* pouvait signifier siège ou chef-lieu de chefferie guerrière et *cèfarindugu* village à profil guerrier, prompt à se rebeller et à combattre contre ou pour ses voisins.

La notion de *masakèdugu* est plus complexe et nous n'avons pas la prétention d'épuiser ici toutes ses acceptions. Elle est en tout état de cause minimalement associée à l'idée d'un pouvoir royal, à celle d'une souveraineté pleine et entière s'exerçant sur une portion de territoire. En contexte de rive gauche elle tendait à désigner des sièges de chefferies ayant été si puissantes qu'elles ont exercé une attraction réelle sur leur hinterland (cas des cités fortifiées ayant été gratifiées d'une princesse ou plutôt d'une « fille du roi » bien souvent classificatoire) ou sur de nombreux villages issus de bifurcations de leur patrilignage et occupant d'autres territoires (cas au demeurant plutôt atypique de Denguè qu'il serait fastidieux de traiter ici).

Si cette catégorisation en *masakèdugu*, *kèlèmasadugu* et *cèfarindugu* est pertinente pour hiérarchiser politiquement les villages des provinces ségoiennes, si l'on entend par « provinces » des unités territoriales correspondant à l'aire habitée et contrôlée au départ par les membres d'une chefferie et tendant à évoluer en territoires lignagers, elle se révèle en revanche peu utile lorsqu'on cherche à caractériser les relations entre ces provinces et l'Empire tout entier.

Jean-Loup Amselle (1990, p. 119-180), dans le cadre de son entreprise de déconstruction de l'anthropologie politique fondée sur la taxonomie des systèmes politiques et sur l'ethnicité, a étudié les évolutions de l'histoire

ainsi que de l'organisation sociale de deux formations politiques ayant été liées à l'État de Ségou et qu'il a respectivement caractérisées comme :

- un « État en réduction » : le Gwanan ;
- un « État segmentaire dominé », soit le Jitumu.

On peut dire qu'en comparaison de ces deux types, les chefferies de la rive gauche présentent une plus grande proximité politique et historique avec Ségou. Elles ont en effet été pour la plupart constituées par des populations d'origine plutôt ségovienne, en mission plus ou moins commandée dans des contrées qu'elles ont colonisées au profit de l'État. En outre du fait des reconquêtes fréquentes du pouvoir central, ce n'est qu'incidemment et sur des courtes périodes, qu'elles ont pu avoir un fonctionnement les rapprochant d'un modèle étatique. Hormis les chefferies du Fouladougou ayant trouvé refuge dans une zone de basse pression politique du fait de son enclavement extrême, elles furent en effet constamment sous haute pression politique.

En tout état de cause elles se rapprocheraient plus, dans leur écrasante majorité, du modèle de l'État segmentaire dominé que de celui de l'État en réduction.

2. Ndotan : un destin en réduction des chefferies

Cette unité politique est associée dans la mémoire locale au nom d'un héros, d'un chef de guerre du nom de Tièblen Traoré. Celui-ci a acquis une réputation de brave à Ségou même où il guerroyait dans les armées royales lors des guerres d'État. Il s'est distingué en récupérant des troupeaux des élevages royaux sur des brigands, dans les alentours de la capitale ; pour le récompenser de l'exploit la cour l'avait gratifié d'une « fille du roi », d'une princesse qui pouvait tout aussi être une esclave de la couronne appartenant au personnel de la maisonnée du roi. Il a reçu en outre un petit détachement militaire et a été installé dans une portion du Bèlédougou, vraisemblablement pour aider à contrôler les mouvements de population autour du fleuve Baoulé qui jouxte le royaume ennemi du Kaarta, car il venait ainsi s'ajouter à d'autres chefs militaires de la zone qui agissaient pour Ségou. Il avait des arguments magiques sous la forme d'un *kèlèkè basi*, un fétiche de guerre qui protégeait les guerriers de son bataillon. Il disposait également d'une petite

cavalerie et des forgerons capables de fabriquer des fusils, balles et poudre de fusil.

Il sera par la suite attaqué, vaincu et décapité par Ségou qui prendra prétexte de maltraitances qu'il aurait infligées à la princesse.

À travers Ndotan, il est possible de dégager quelques constantes qui ont caractérisé les relations des chefferies périphériques avec Ségou :

La chefferie est, sauf exception, une construction politique éphémère parce qu'exposée à des risques de « déloyauté » vis-à-vis de Ségou. Certaines questions étaient en effet particulièrement sensibles : le paiement d'un *disongo* à hauteur de chefferie, c'est-à-dire d'un tribut bien supérieur à un prélèvement conventionnel sur les biens des villages la composant ; la participation à un haut degré aux levées de ban impériales ; l'observance de règles de bonne conduite vis-à-vis de la cour comme la consécration du lundi comme jour férié ou de menus détails comme le contrôle de la direction dans laquelle l'ivraie des récoltes de mil était poussée par le vent ; la maîtrise et l'application des conventions rhétoriques des sujets vis-à-vis des *faamaw* et de la cour mais aussi à l'égard de la *bamuso* locale, la princesse de Ségou ; la non complaisance vis-à-vis de tout « ennemi » de Ségou.

La cour disposait à l'intérieur même de la chefferie de moyens de surveillance : les nombreux *dabi*, espions, et servantes dissimulés au sein des suites ségoviennes des princesses et, le cas échéant, les lignages spécialisés dans l'espionnage au profit de Ségou de portions de territoire déterminées. Un autre accident possible, corollaire des obligations précédemment citées, serait une montée en puissance objective, liée à un « enrichissement » en hommes et en biens comme troupeaux et récoltes de mil et de miel abondantes qu'un minimum de stabilité assurait, en principe, à toute chefferie implantée dans un environnement naturel favorable.

Ces exemples suffisent à montrer que le champ du prétexte ségovien pour punir ou menacer de punir est considérable ; ce qui expose toute chefferie à avoir une « durée de vie » qui excède rarement la mission spécifique pour laquelle elle a été créée. On peut même ajouter que sous un *fanga* idéal, c'est-à-dire « un pouvoir total », une chefferie ne saurait s'inscrire dans une temporalité qui serait liée à sa propre histoire car « les gens de Ségou » (*Ségoukaw*) exercent dans une aire dont l'extension varie selon la conjoncture, une domination d'ordre essentiellement militaire sur leurs sujets et tributaires ; ces derniers ne sont pas intégrés au champ politique

central : les affaires des *Ségoukaw* ne sont pas les leurs ; le débat reste interne à l'unité guerrière, il ne concerne pas les peuples qu'elle soumet à son impérium démocratique ou, plus rigoureusement, isonomique (Bazin, 1988 : 712)». La raison d'État ségovienne ne se préoccupe donc guère des intérêts particuliers d'une chefferie. Mais cette situation serait peut-être le révélateur de la fragilité structurelle du *fanga* : le centre, tel Pénélope, est ainsi voué à un tricotage indéfiniment renouvelé de la périphérie en fonction des options politiques conjoncturelles d'un *todaa* tendanciellement en surchauffe sous l'effet d'un trépied que constitueraient la cour et ses nombreuses intrigues. Le trépied de la surchauffe du pouvoir est en effet structuré autour de trois pôles : le lignage royal, les personnages emblématiques de la cour comme le griot « royal », enfin les guerriers, Tondions des armées royales.

Par voie de corollaire, la chefferie réinvente son territoire et tente – inlassablement à son tour – de donner sens à ce processus de structuration mutuelle du paysage et de la société dans lequel elle se trouve engagée sitôt créée.

– La chefferie est « tenue » aussi par son voisinage ; elle est mise en concurrence avec d'autres chefferies voisines et « surveillée » par le chapelet des chefferies Suwanka, c'est-à-dire dirigées par des chefs de guerre de patronyme Diarra adoubés par Ségou, l'avoisinant.

– Le mariage d'une « fille (ou sœur) du roi » avec un preux des provinces de Ségou, est certes demeuré exceptionnel mais il a acquis une fréquence plus élevée sous les Ngolossi, particulièrement sous Monzon lorsqu'il s'est engagé dans la reconquête puis l'expansion du Bèlèdogou, Fadougou et Méguétan.

Être « gratifié » d'une princesse ou assimilée comportait des avantages liés à la notoriété locale et « nationale » que cela conférait, mais aussi de nombreuses contraintes en matière d'étiquette auxquelles beaucoup de chefferies ou villages puissants préféraient ne pas être astreints, en s'abstenant de rechercher des alliances matrimoniales avec les courtisans ou les rois de Ségou. Par-delà cette contrainte, c'est à une dépendance politique progressive mais totale à Ségou que s'exposait la chefferie.

– Les convoyeurs de tribut, disongo, s'étant imposés dans ce rôle tendaient à devenir des personnalités politiques locales investies de capacités de médiation non seulement avec Ségou mais aussi avec tous les villages de l'hinterland auquel ils appartenaient. Le convoyeur de tribut est ainsi

une des figures qui prolongent localement la présence politique de Ségou, à l'instar :

- des anciens officiers des troupes royales devenus chefs de guerre dans des chefferies relayant l'action militaire du pouvoir d'État ;
- des princesses, *bamuso*, autour desquelles se formaient de petites cours, véritables hypostases communautaires des « quatre Ségou » ;
- des chefs des cités suzeraines de Sagala et Kaban chargés d'une véritable colonisation des provinces ;
- des chefs des cités ou chefferies Suwanka établis en province et prolongeant ainsi l'influence, au sein de la cour de Ségou, des lignées issues des phratries claniques royales de patronyme Diarra ;
- des prêtres de la *bamanaya* locale alliés à des patrons protecteurs de la cour royale.

En définitive, le personnage et les autres, illustrent bien l'idée que le pouvoir d'État existe et s'exerce dès lors qu'il dispose d'un personnel qu'il peut recruter hors du réseau lignager ayant permis de le constituer comme noyau potentiel de pouvoir. Michel Izard (1992 : 54-55, cité par Alfred Adler) a en effet montré à propos du Yatenga que « le despotisme est la négation de la segmentarité et que « les captifs royaux échangent leur vie contre la souillure despotique ». Les responsables des convois du tribut des chefferies et communautés villageoises versé aux rois de Ségou incarnent en effet, en province, l'État et l'action des courtisans (esclaves royaux, griots, officiers des troupes royales, alliés des cités marka ou provinciales en leurs divers statuts, filles, sœurs et tantes classificatoires du roi, personnages principaux des *horondugu*, villages plus anciennement établis que ceux spécifiquement créés par l'État de Ségou, comme ceux des Bware, ou des coteries princières originaires de Nyola...).

L'existence dans les chefferies périphériques de cette couche sociale n'est pas du reste sans affecter la structure sociale à base lignagère ; elle tend d'abord à se surimposer aux dispositifs « coutumiers » antérieurs avant de s'efforcer d'introduire les tropismes politiques particuliers de Ségou au sein même des mécanismes de la régulation sociale locale. Ainsi si la polarisation « gens de Ségou » / populations dominées ou à dominer des périphéries, reste pertinente et centrale, il faut cependant admettre que la périphérie bénéficière, ne serait-ce que de manière limitée, de la « liberté essentielle au principe

de tout ordre politique » (J. Bazin 1988 : 718)⁹, dont les « représentants » de Ségou sont les meilleurs porteurs en même temps que disséminateurs.

– L’implication de Ségou à la phase de constitution des chefferies est la pierre de touche des particularités de ce type de formation politique. Entre Kala et Kaarta et entre Dinandougou et Bakhounou en effet, l’onction politique de Ségou permet à son allié local, généralement ancien officier au sein des troupes d’État, de s’émanciper de son lignage, car le groupe lignager évolue dès lors comme une composante parmi d’autres des forces sociales qui portent son action politique. L’autre variante associée à cette modalité d’émergence est l’instrumentalisation d’un embryon de chefferie guerrière, généralement Suwanka qui, chassé de ses terres et errant de place en place en quête d’une implantation locale, se résout à se rendre disponible pour une aventure politique dans le cadre d’une alliance avec Ségou. Dans l’un et l’autre cas, cette intrusion d’un centre légitimant des cadets locaux a également pour effet d’accélérer artificiellement le développement de la chefferie, de lui conférer des assises biaisées parce qu’uniquement reliées au *fang* ségovien, c’est-à-dire la force aveugle, non éclairée par la « providence ». Aussi ce « passage en force » ne présage-t-il en rien son destin ultérieur ; la chefferie est ainsi nécessairement condamnée à rechercher longuement son ajustement au champ politique local, si peu structuré soit-il, dans le même temps que sa relation, décisive, avec Ségou doit être constamment renégociée. Cette hétérogénéité sociale inhérente aux fondements de cette génération de chefferies rend malaisée la caractérisation du « type » auquel elles appartiendraient. Ainsi lorsqu’on met ici à contribution les réflexions importantes et érudites sur cette question d’Emmanuel Terray (1985 : 106-115) on en est réduit à constater que la plupart des traits constitutifs des trois types de formations politiques qu’il isole, à partir d’une masse de données anthropologiques, se retrouvent, d’une manière ou d’une autre dans Ndotan et, probablement, dans la majorité des formations politiques de la rive gauche de la moyenne Vallée du Niger liées au *Ségou fanga* des XVIII^e et XIX^e siècles.

9. J. Bazin écrit exactement ceci : « [...] que la guerre civile y soit possible, n’est-ce pas une condition fondatrice de la cité ? D’une certaine manière la puissance que devait accueillir Ségou sous la dynastie suivante s’enracine, comme celle de Rome selon Machiavel, dans cette liberté essentielle qui, quoiqu’elle puisse déboucher sur la “licence” ou l’anarchie, est au principe de tout ordre politique » (1988 : 178).

Ces chefferies ne peuvent pas non plus être assimilées aux « *war houses* » des Watara décrites par Mahir Saul (1998 : 537-570) par le fait qu'elles disposent d'une marge d'autonomie plus réduite et par conséquent d'une capacité d'accumulation en biens et en hommes bien inférieure.

En définitive on pourrait dire que les chefferies décrites à travers Ndotan se rapprochent le plus du type amsellien de l'« État segmentaire dominé » (Amselle, 1990) à condition de considérer qu'un tel concept exprime aussi une aspiration de la chefferie, toujours différée, à être un allié plein et entier de Ségou, disposant en particulier d'un territoire de souveraineté, même partagée.

Quelques conclusions

Quels éclairages a donc précisément apportés cette opération de mise à contribution des sources des provinces ségoviennes en leurs diverses chefferies en constante évolution, à partir d'une attention soutenue aux traces les plus anodines et parfois les plus insolites des mémoires locales ?

En premier lieu, la description de ce que nous avons considéré, à titre de postulat, comme chefferie dépendante du pouvoir d'État de Ségou, à travers non seulement son destin propre mais aussi celui de son espace régional, y compris ses marges géographiques et sociales, a permis de poser plus concrètement la question de ce qu'était une chefferie de la rive gauche du Niger, entre Kala et Kaarta et entre Dinandougou et Bakhounou, aux XVIII^e et XIX^e siècles. Nous avons peut-être réussi à montrer que la chefferie n'était pas un concept qu'on pourrait isoler dans le champ politique de Ségou de telle manière qu'il renvoie à lui-même et exprime une réalité indépendante. La chefferie tend ici à être une formation politique investie d'une mission guerrière dans une portion du territoire et dans le cadre d'un dispositif militaire global de Ségou. S'il est vrai qu'elle dispose au départ d'assises locales lui donnant une capacité virtuelle à être « éligible » à une alliance politique et militaire avec Ségou, pacte visant lui-même l'expansion du « périmètre sécuritaire » du royaume puis de l'empire, son destin se joue avant tout à travers sa relation avec le pouvoir d'État. Aussi la notion de chefferie est-elle un concept analytique qui ne prend tout son sens qu'en rapport avec d'autres concepts du champ politique comme cité, province, État, centre, périphérie... Ainsi comprise, elle a permis de révéler que des

institutions ou des pratiques de pouvoir faisant le lien entre centre et périphérie étaient stratégiques pour l'existence et le développement de l'État. Au nombre de celles-ci, on peut citer les princesses données en mariage par le trône aux chefs de guerre locaux, les cités suzeraines des provinces de la rive gauche du Niger, le tribut et son circuit d'acheminement, l'esclavage, la guerre et la médiation.

Les « princesses » ségoviennes avec leurs suites « patriotiques sur un fond communautaire » étaient de véritables institutions assurant la présence et le rayonnement de Ségou dans ses provinces les plus stratégiques, à un moment déterminé de son expansion territoriale. Les cas les plus réussis de ces greffes locales de la cour ont évolué en ambassades raffinées dotées d'usages et de protocoles ayant eu pour effet d'instaurer autour de la *bamuso*, son époux ainsi que toute la cour provinciale une aura charismatique au service de la « sécularisation » de la relation entre les rois de Ségou et ses alliés militaires et politiques des provinces. On pense ici à Sagala, Sanamba et Dapha. A contrario, les « mauvaises filles de rois », parce qu'elles ont incarné les stratégies politiques et guerrières les plus grossières du trône, ont caractérisé les soubresauts ayant marqué la relation de Ségou à ses chefferies. La « princesse » de Ndotan est à cet égard un cas emblématique. De manière plus générale, on peut dire que notre recherche mériterait d'être approfondie par des investigations plus systématiques sur les épouses d'origine « princière » des provinces ainsi que sur les personnages féminins de la cour de Ségou, en raison même de l'importance de leurs rôles historiques.

Kaban et Sagala ont été les deux grandes chefferies qui, en étroite relation avec la cour dont elles étaient les mandataires, ont impulsé pendant longtemps l'expansion du royaume en rive gauche du Niger. Elles étaient proches tant du point de vue géographique que politique de Ségou et, bien plus que les chefferies ordinaires, y compris les plus puissantes et les plus adouées, ont contribué à l'agrandissement graduel du territoire de l'Empire. Elles disposaient de fait d'une marge d'initiative plus grande dans le cadre cependant d'une mission plus précisément définie. Si au départ Sagala avait pour fonction d'« apprivoiser » les Maures de l'Akor crédités d'une capacité militaire croissante et si Kaban avait au départ vocation à préserver les troupeaux royaux des attaques des Peuls pasteurs du voisinage de Ségou, les deux cités ont évolué en suzeraines des provinces du Fadougou et Bèlèdougou-nord dont elles ont organisé la colonisation au profit de Ségou. À vrai dire, nous n'avons fait qu'évoquer ici ces deux formations politiques,

ayant préféré, faute de place, renvoyer à nos travaux antérieurs sur cette question. Si nous y revenons, c'est pour bien marquer que ces institutions, méconnues des travaux antérieurs sur Ségou, suite auxquels on a vite fait de conclure à l'inexistence de paliers administratifs intermédiaires entre le centre et ses provinces, ont été, tout comme la première mentionnée, des « courroies de transmission » précieuses des initiatives politiques de la cour vers ses périphéries.

Tous les travaux sur Ségou ont en revanche souligné l'importance du *disongo*, « prix du miel » royal, c'est-à-dire le tribut versé annuellement à la couronne par chaque village de l'Empire. Nous avons montré que cette institution économique avait de redoutables vertus politiques : elle assurait à la cour un moyen de contrôle direct sur les communautés villageoises, en dépit de l'existence de pouvoirs intermédiaires comme les cités-garnisons à vocation suzeraine et les chefferies. Elle suscitait ainsi des fonctions ou des rôles politiques, tendanciellement concurrents des autres institutions locales voire centrales, comme les guerriers convoyeurs à Ségou des « fonds » collectés, ou leurs hôtes, souvent hôtesse appartenant à la phratrie clanique royale ou courtisanes spécialisées dans ce rôle. Le chef de convoi du tribut pouvait également, lorsqu'il appartenait à une chefferie ayant une visibilité locale, s'ériger progressivement en intercesseur entre autorités des provinces et personnages influents de la cour de Ségou. Cette institution, stratégique donc pour le budget de la cour, a connu des évolutions de forme mais est restée une modalité cardinale de la « gouvernance » de l'État.

L'esclavage est l'une des questions les plus documentées du champ politique de Ségou. Nous avons montré ici l'importance des guerres annuelles de capture d'esclaves menées par Ségou à l'occasion du nouvel an et en cheville avec ses alliés locaux. Ces guerres spécifiques induisaient un aller-retour constant des populations de l'Empire entre un centre diffus et des territoires de prédation. Elles faisaient de tout sujet de l'Empire un esclave potentiel mais aussi et surtout une fonction ou un rôle à la cour participant de l'émancipation de l'État d'emprises « segmentaires » qui eussent pu plomber son développement. Du fait peut-être de cette pression à des échéances rapprochées et régulières du centre sur ses périphéries, l'esclavage local tendait à privilégier une perception « domestique » et une sémantique d'intégration sociale progressive de l'esclave qui contribuaient, l'une et l'autre, à masquer la nature profondément esclavagiste de l'État de Ségou sur toute l'étendue de son territoire.

La guerre, comme l'a bien montré Jean Bazin, contribue largement à structurer le champ politique de Ségou. En allant de la périphérie vers le centre et vice versa, j'ai tenté de montrer que la relation de guerre révélait des hantises d'État qui étaient autant d'aveux de faiblesse du centre. L'instrumentalisation extrême des provinces les plus éloignées dans des entreprises de prédation, de conquête ou de reconquête militaire au profit exclusif d'un Ségou qui répugnait à intégrer ou à coopérer, a pour corollaire que les périphéries travaillaient inlassablement, y compris de manière clandestine dans des sites salvifiques, à produire des sociétés hantées par la survie. Aussi les alternatives à cette pression obsessionnelle du centre, envisagées aux marges des institutions « légales » de Ségou, ont-elles été fondées sur des principes centrifuges sur fond d'une radicalisation guerrière virtuellement dangereuse pour l'État. La guerre (ou la menace de guerre) perpétuelle était l'expression de ce doute qui travaillait l'État prédateur. Elle révélait en même temps son incapacité à construire un référentiel symbolique attractif pour les différentes communautés qui le composaient. À cet égard la revisite du Masaya ségovien, ici esquissée, montre que Ségou n'a guère réussi à convertir la violence guerrière en violence symbolique, principe qui est au cœur de l'avènement de l'État (Terray, 1996 : 123). En dépit en effet de la dissémination parallèle, sous les derniers rois Ngolossi et à l'orée des conquêtes omarienne puis coloniale, d'institutions d'une *bamanaya* pleinement réalisée, comme le *maafamuru* et les *màsacè*, Ségou est resté hésitant sur les sens ultimes du pouvoir d'État. Le « sabre exécuter des sentences de peines de mort » est certes un sabre justicier tueur mais il tendait aussi à devenir un emblème honorifique exprimant un désir de reconnaissance et d'intégration des provinces. Les *màsacè*, rois-hommes héritiers des pouvoirs à connotation magique et sacrée des *màsamuso*, rois femmes excellemment décrits par Sadia Traoré et Jean Bazin, apparaissaient à ce moment précis comme des gouverneurs reconnus et adoubés des provinces méridionales et orientales ayant conservé voire amplifié l'aura de leurs devanciers.

Le miel était un des fils rouges reliant ces diverses institutions. Ségou peut en effet être considéré, du point de vue de l'économie politique, comme un État mellifique. Il a en effet promu la gourde de miel, tantôt concurrente, tantôt complémentaire du cauris, au rang de ressource principale du tribut. L'hydromel est devenu la boisson « impériale » favorite des rois et des guerriers dans le même temps que l'apiculture de guerre était une arme fatale sur les champs de bataille. L'accroissement des capacités de pollinisation ainsi

obtenu par cet État n'a pas été sans améliorer la constitution écologique générale de ses territoires.

Voilà pour Ségou. Mais les intervenants à cette école d'automne sont probablement aussi attendus sur le point des leçons qu'on pourrait tirer de ces *kokoro*, de ces vieilles choses, pour édifier au présent. Cela exigerait un autre travail car ce que Ségou donne à penser du présent peut faire l'objet de longs développements. Nous nous limiterons à pointer quelques orientations.

Jean Bazin montre que sur un plan militaire le rapport des forces est asymétrique et largement favorable à Ségou qui peut exercer une domination absolue. Les matériaux que j'ai collectés montrent cependant que le *fanga* présente des faiblesses structurelles liées à son rapport univoque et dominateur vis-à-vis des communautés villageoises, lesquelles tendent à se replier dans les marges, à se réfugier dans le Kaarta ou les territoires indépendants des Beydanes sahéliens ou à recourir à diverses stratégies centrifuges, comme la clandestinité, tous thèmes qu'on ne peut développer ici, faute de place.

En outre le système sécuritaire de Ségou, subtil et élaboré, était plombé par l'extrême centration de Ségou sur lui-même qui l'obligeait à opérer des renversements d'alliance ponctuels qui affaiblissaient régulièrement ses territoires d'appui dans les profondeurs de son Empire.

Le deuxième axe de réflexion pourrait être la construction d'un référentiel symbolique attractif. On peut montrer que Ségou n'a que très exceptionnellement, pendant deux siècles, réussi à construire un centre politique idéologiquement outillé qui, par-delà le principe isonomique qui l'anime, puisse fédérer positivement les aspirations et les imaginaires dans leur diversité par des principes citoyens plus élevés.

Enfin, la décentralisation peut être analysée par référence à la longue histoire de Ségou. Abordée à la lumière des relations entre pouvoir d'État, provinces et chefferies, la réflexion peut déboucher sur des conclusions instructives pour les collectivités territoriales.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Adler, A., 2012, « L'État, un ordre politique, un ordre cosmique, Moogo de Michel Izard », *L'Homme*, n° 202, p. 15 à 52.
- Amselle, J.-L., 1977, *Les négociants de la savane : histoire et organisation sociale des Kooroko (Mali)*, Paris, Anthropos.
- Amselle, Jean-Loup et M'Bokolo, Elikia, 1985a, *Au cœur de l'ethnie. Tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte.
- Amselle, Jean-Loup, 1985b, « Qu'est-ce qu'un Kafo ou jamana ? Le cas du Gwanan ou les faux archaïsmes de l'histoire africaine », *Cahiers ORS-TOM – Sciences humaines*, vol. 21, p. 43-56.
- Amselle, Jean-Loup, 1990, *Logiques métisses*, Paris, Payot.
- Amselle, Jean-Loup, 2000, « Perspectives on history and culture. The case of Mali » in Bingen, R.J, Robinson, D, and Staatz, J. (dir) : *Democracy and Development in Mali*, Michigan State University Press.
- Amselle, Jean-Loup, 2001, *Branchements*, Paris, Flammarion.
- Amselle, Jean-Loup, 2012, *L'anthropologue et le politique*, Paris, Nouvelles Éditions lignes.
- Bagayoko, Shaka, 1989, « Lieux et théories du pouvoir dans le monde mandé : passé et présent », *Cahier des Sciences Humaines*, 25 (4) p. 445-460.
- Balandier, Georges, 1967, *Anthropologie politique*, Paris, PUF.
- Ba Konaré, Adame, 1987, *L'épopée de Ségou*, Paris, Éd. Marcel Favre.
- Bazin, Jean, 1972a, « Commerce et prédation. L'État bambara de Ségou et ses communautés maraka », in *Congrès d'Études Mandingues*, School of Oriental and African Studies, London.
- Bazin, Jean, 1972b, « Recherches sur les formations socio-politiques anciennes en pays bambara », *Études Maliennes*, n° 1, p. 37-53.
- Bazin, Jean, 1975, « Guerre et servitude à Ségou », in C. Meillassoux (dir.), *L'esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, Maspero, p. 135-181.
- Bazin, Jean, 1979, « La production d'un récit historique », *Cahiers d'études africaines*, 19 (1-4) 73-76, p. 435-483.

- Bazin, Jean, 1982, « État guerrier et guerres d'État » in J. Bazin et E. Terray (dir.), *Guerres de lignage et guerres d'État en Afrique*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, p. 319-374.
- Bazin, Jean, 1988, « Princes désarmés, corps dangereux. Les rois femmes de la région de Ségou », *Cahiers d'études africaines*, XXVIII (3-4) 111-112, 375-441.
- Bazin, Jean, 1988, « Genèse de l'État et formation d'un champ politique : le royaume de Ségou », *Revue française de science politique*, vol. 38, n° 5, octobre 1988, p. 709-719.
- Bazin, Jean, 2004, « Le roi sans visage », *L'Homme*, n° 170, avril/juin, 11-24.
- Bazin, Jean, 2004, « L'État, avec ou sans cité », *Journal des africanistes*, 74, 1-2.
- Bazin, Jean, 2008, *Des clous dans la Joconde. L'anthropologie autrement*, Anacharsis Éditions, Paris.
- Calame-Griaule, Geneviève et Gay-Para, Praline, 2002, *La parole du monde*, Paris, Mercure de France.
- Camara, Seydou, 1994, « Samanyana Bassi, une figure marquante de l'histoire du Mandé », *Études Maliennes* n° 47, 1994.
- Capron, Jean, 1973, *Communautés villageoises Bwa (Mali, Haute Volta)*, Paris, Institut d'ethnologie.
- Cissoko, Sékéné-Mody, 1969, « La royauté (mansaya) chez les Mandingues occidentaux d'après leurs traditions orales », *BIFAN*, série B. XXX 1-2, p. 325-338.
- Colleyn, Jean-Paul, 2010, *Les chevaux de la satire. Les Korèdugaw du Mali*, Paris, Éd. Gourcuff Gradenigo.
- Colleyn, Jean-Paul. 2004, « L'alliance, le dieu, l'objet », *L'Homme*, n° 170, avril/juin, p. 61-78.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine, 1981, « Mode de production, histoire africaine et histoire comparée » in *Le sol, la parole et l'écrit, mélanges en hommage à Raymond Mauny*, société française d'histoire d'Outre-mer, Paris.

- Correra, Issagh, 2005, *Samba Guéladio, épopée peule du Fuuta Tooro*, Université de Dakar, IFAN CH. A. Diop.
- Cuoq, Joseph M., 1975, *Recueil des sources arabes concernant l'Afrique occidentale*, Paris, CNRS.
- De Heusch, Luc, 1997, « The symbolic Mechanisms of Sacred Kingship : Rediscovering Frazer, The Journal of Anthropological Institute, vol. 3, n° 2, Jun., p. 213-232.
- Delafosse, Maurice, 1972 [1912], *Haut-Sénégal-Niger*, tome II, Paris, G. P. Maisonneuve et Larose.
- Detienne, Marcel, 2005, *Les Grecs et nous*, Perrin, Paris.
- Diarra, Aïssé, 1976, *Monographie de Sokolo*, mémoire de fin d'études, École normale supérieure, sous la direction de Bintou Sanankoua, Bamako.
- Diarra, Alikou, 1996, *Les Biramanichi de Mourdiah*, publié à compte d'auteur, imprimerie Sisa, Bamako.
- Diarra, Bakary, 2011, *Nyola N'Golo Diarra, fondateur du royaume dynastique de Ségou- Sikoro*, L'Harmattan Mali, Paris.
- Diawara, Mamadou, 1990, *La graine de la parole. Dimension sociale et politique des traditions orales du royaume de Jaara (Mali) du xv^e au milieu du XIX^e siècle*, Franz Steiner Verlag Stuttgart.
- Doquet, Anne, 1999, *Les masques Dogon. Ethnologie savante et ethnologie autochtone*, Paris, Karthala.
- Evans-Pritchard, Edward and Fortes, Meyer (dir.) 1961 [1940], *African Political Systems*, Londres, International African Institute / Oxford University Press.
- Fay, Claude, 1995, « La démocratie au Mali ou le pouvoir en pâture », *Cahiers d'études africaines*, XXXV, (1), 137 : 19-55.
- Fay, Claude, 2005, « Paradigmes de la "coutume" et réalité des pouvoirs au Maasina (Mali) : une matrice coloniale qui perdure ? » dans *Mali-France : regards sur une histoire partagée*, Gemdev, Université de Bamako, Éd. Donniya et Karthala, p. 143-163.
- Godelier, Maurice, 1996, *La production des grands hommes*, Flammarion, Paris.

- Godelier, Maurice, 2007, *Au fondement des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie*, Albin Michel, 2007.
- Hamberger, Klaus, 2011, *La parenté vodou, organisation sociale et logique symbolique en pays ouatchi (Togo)*, Paris, CNRS Éditions et Éditions de la Maison des Sciences de L'Homme.
- Holder, Gilles, 2004, « La cité comme statut politique. Places publiques, pratiques d'assemblée et citoyenneté au Mali », *Journal des Africanistes*, 74 (1-2) p. 56-95.
- Izard, Michel, 1985, *Gens du pouvoir, gens de la terre. Les institutions politiques de l'ancien royaume du Yatenga*, Cambridge : Cambridge University Press – Maison des Sciences de l'Homme.
- Izard, Michel, 1985, *Le Yatenga précolonial. Un ancien royaume du Burkina*, Paris, Karthala.
- Izard, Michel, 1992, *L'odyssée du pouvoir. Un royaume africain : État, société, destin individuel*, Paris, Éd. de l'EHESS.
- Izard, Michel, 2003, *Moogo. L'émergence d'un espace étatique ouest-africain au xv^e siècle. Études d'anthropologie historique*, Paris, Karthala.
- Jousse, Marcel, 2008, *L'anthropologie du geste*, Gallimard, Paris.
- Kavwahirehi, Kasereka, 2004, « La littérature orale comme production coloniale. Note sur quelques enjeux postcoloniaux », *Cahiers d'Études Africaines*, XLIV (4), 176, p. 793-813.
- Kesteloot, Lilyan, 1972, *Da Monzon de Ségou, épopée bambara*, 4 tomes, Paris, Fernand Nathan.
- Kesteloot, Lilyan, 1975, *La prise de Djonkoloni*, Paris, Association des Classiques Africains.
- Kesteloot, Lilyan, 1989, « La problématique des épopées africaines », *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines*, Université de Dakar, 14 : 173-190.
- Lebeuf, Annie, 1969, *Les principautés Kotoko. Essai sur le caractère sacré de l'autorité*, Paris, Éd. du CNRS.

- Ly-Tall, Madina, 1981, « Le Haut-Sénégal et le Haut-Niger dans la politique française de la fin du xvii^e au milieu du xviii^e : l'attrait de l'or du Bam-bouk et du commerce du Soudan », *BIFAN*, t. 43, sér. 13, n° 1-2.
- Ly-Tall, Madina, 1991, *Un islam militant en Afrique de l'Ouest au xix^e siècle*, L'Harmattan, Paris.
- Mage, Eugène, 1868, *Voyage dans le Soudan occidental*, Paris, Hachette.
- Mcintosh, Roderick J., 1998, *The peoples of Middle Niger*, Oxford, Blackwell.
- Meillassoux, Claude, 1963, « Histoire et institutions du Kafo de Bamako d'après la tradition des Niaré », *Cahiers d'études africaines* 4(2) n° 13, p. 186-227.
- Meillassoux, Claude, 1972, « Les origines de Gumbu (Mali) », I- L'histoire des Kusa, II- Le partage des terres et du pouvoir, *Bulletin de l'IFAN*, vol. 2 (34) : 268-298.
- Meillassoux, Claude, 1978, « L'interprétation légendaire de l'histoire de Jonkoloni (Mali) », in B. Bernardi, C. Poni et A. Triulzi (dir.), *Fonti orali. Antropologia e storia*, Milano, F. Angeli, p. 347-392.
- Meillassoux, Claude, 1986, *Anthropologie de l'esclavage*, Paris, PUF.
- Meillassoux, Claude, Doucoure, L., Simagha, D., 1967, *Légende de la dispersion des Kusa*, Dakar, IFAN.
- Miller, Jean-Claude, 1980, *The African Past Speaks: Essay on oral tradition and history*, Kent, Connecticut, William Dawson and Sons.
- Monteil, Charles (rééd. 1977), *Les Bambara du Ségou et du Kaarta*, Paris, G. P. Maisonneuve et Larose.
- Pageard, Robert, 1959, « Note sur les Kagoro et la chefferie de Soro », *Journal de la Société des Africanistes*, XXIX (2) : 261-272.
- Pageard, Robert, 1961a, « La marche orientale du Mali (Ségou-Djenné) en 1644, d'après le Tarikh es-Soudan », *Journal de la Société des Africanistes*, XXXI (1) : 73-81.
- Pageard, Robert, 1961b, « Note sur le peuplement de l'est du pays de Ségou », *Journal de la Société des Africanistes*, XXXI (1) : 83-90.
- Park, Mungo, 1980, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique*, Paris, Maspero.

- Perrot, Claude-Hélène, 1993 [1989], *Les sources orales de l'histoire de l'Afrique*, Paris, CNRS Éditions.
- Piault, Marc H., 1987-88, « Le héros et son destin. Essai d'interprétation des traditions orales relatant la genèse d'un État du Soudan central, le Kabi, au XVI^e siècle », *Cahiers d'Études Africaines*, 3-4, p. 403-440.
- Horton, Robin, 1971, "Stateless Societies in the History of West Africa", *History of West Africa*, I, p. 78-119, New York, Columbia University Press.
- Roberts, L. Richards, 1987, *Warriors, Merchants and Slave. The State and the Economy in Middle Niger Valley, 1700-1914*, Stanford University Press, Stanford, California.
- Roberts, L. Richards, 1976, « *Maraka historical texts* », (1976, 1977) recueillis à Ségou, ronéotypés.
- Roberts, L. Richards, 1998, « The Possibilities of Precolonial West African History », *Revue Canadienne des Études africaines*, vol. 32, n° 1, p. 162-173.
- Ricœur, Paul, 1983-1985, *Temps et récit*, Paris, Gallimard.
- Saul, Mahir, 1998, « The War Houses of Watara in West Africa », *Journal of African Historical Studies*, vol. 31, n° 3, p. 537-570.
- Sauvageot, Serge, 1965, *Contribution à l'histoire du royaume bambara*, dactylographié, Université Paris-V.
- Seydou, Christiane, 1980, « L'enfant terrible dans les contes Dogon », in V. Görög *et al.* (dir.) *Histoires d'enfants terribles*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Seydou, Christiane, 1983, « Réflexions sur les structures narratives du texte épique. L'exemple des épopées peule et bambara », *L'Homme*, XXIII, (3), p. 41-54.
- Soleillet, Paul, 1887, *Voyage à Ségou, 1878-1879, rédigé d'après les notes et journaux de voyage de Soleillet par Gabriel Gravier*, Paris, Challamel aîné.
- Sow, Moussa, 1980, *Aspects de l'énonciation dans la littérature épique d'Afrique noire*, thèse de troisième cycle, université Lyon-II, 1980, photocopié.

- Sow, Moussa, 2007, « Sosso village et Sosso royaume : quels rapports ? », *Études maliennes*, numéro spécial 66, Bamako.
- Sow, Moussa, 2010, « Chefferies périphériques et État de Ségou : quelles relations ? », *Études Maliennes* numéro spécial 73, Bamako.
- Tal Tamari, 2005, « Les appréciations portées sur les traditions orales maliennes : constantes et évolutions », dans Gemdev et Université du Mali : *Mali-France : Regards sur une histoire partagée*, Donniya, Kartala, Bamako, Paris.
- Tarikh El-Fettach*, 1981, *Tarikh el-fettach* ou Chronique du chercheur pour servir à l'histoire des villes, des armées et des principaux personnages du Tekroun, trad. par O. Houdas et M. Delafosse, Paris, A. Maisonneuve (1^{re} éd. 1913-1914).
- Tarikh Es-Sudan*, 1981 (éd. et trad. par O. Houdas), Paris, A. Maisonneuve (1^{re} éd. 1913-14).
- Terray, Emmanuel, 1985, « Sociétés segmentaires, Chefferies, États : acquis et problème », *Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 19, n° 1.
- Terray, Emmanuel, 1994, « Le pouvoir, le sang et la mort dans le royaume asante au XIX^e siècle », *Cahiers d'études africaines*, XXXIV (4) 136, p. 549-561.
- Terray, Emmanuel, 1996, « L'État contre le pouvoir », *L'Homme*, n° 138, 121-6.
- Thiero, Seydou, 1985, *Les Ngolosi et la décadence du Fanga de Ségou*, mémoire de maîtrise, sous la direction d'Adam Bâ Konaré.
- Traoré, Ismaïla Samba, 2008, *La geste de Ngolo Kulubali par Dayi Baba Jalo*, Bamako, Éd. La Sahélienne.
- Traoré, E. H. Sadia, 1970, « Notes sur le Dâdugu », *Notes Africaines*, n° 126, p. 33-42,
- Vansina, Jan, 1961, *De la tradition orale. Essai de méthode historique*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale.
- Vansina, Jan, 1985, *Oral tradition as history*, Londres, James Currey.

Zobel, Clemens, 1996, « Les génies du Koma. Identités locales, logiques religieuses et enjeux socio-politiques dans les monts Manding du Mali », *Cahiers d'Études Africaines*, XXXVI (4), 144 : 625-658.